
PREFECTURE DE LA REGION AQUITAINE

Secrétariat Général
pour les Affaires Régionales

D. de /
Le préfet de la région Aquitaine,
Préfet du département de la Gironde,
Commandeur de la Légion d'Honneur

ARRETE

portant inscription de l'église Saint-Thomas à HAUTEFAGE-LA-TOUR (Lot-et-Garonne) sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 18 mars 1924 et N° 61.428 du 18 avril 1961 ;

VU le décret N° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des commissaires de la république de région ;

VU le décret N° 84.1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi les monuments historiques et à l'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ;

VU le décret N° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des commissaires de la république de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

LA Commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique de la région Aquitaine entendue en sa séance du 18 juin 1996 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que l'église Saint Thomas et le cimetière attenant avec son mur de clôture de HAUTEFAGE LA TOUR (Lot-et-Garonne) présentent un intérêt architectural et historique suffisant pour en rendre désirable la préservation ;

ARRETE

Article 1 : Sont inscrits sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, en totalité, l'église Saint-Thomas avec le sol du cimetière attenant et son mur de clôture à HAUTEFAGE-LA-TOUR (Lot-et-Garonne), l'église étant située sur la parcelle N° 223 et le cimetière situé sur la parcelle n° 222, transformées en parcelle N° 398 d'une contenance de 22 a 15 ca par procès-verbal du cadastre du 17 mars 1992, figurant au cadastre section A et appartenant à la commune de HAUTEFAGE LA TOUR (Lot-et-Garonne) par acte d'acquisition antérieur au 1er janvier 1956.

Article 2 : Le présent arrêté dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au Ministre de la Culture, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Article 3 : Il sera notifié au Préfet du département concerné, au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne de son exécution.

Fait à BORDEAUX, le

27 SEP. 1996

Le Préfet de Région,

Bernard LANDOUZY

Pour ampliation

Le Chef de Bureau délégué



Martine BESSELLE-LAMOTHE